

# ENQUETES ET REPORTAGES

magazine.union@sonapresse.com

## Marchés spontanés : où vont les taxes prélevées par la municipalité ?

**DANS** chaque arrondissement de Libreville, on trouve un ou plusieurs marchés anarchiques. Les occupants de ces lieux qui jouent un rôle important dans le quotidien des riverains à cause de leur proximité, paient chaque jour une taxe aux agents municipaux. Les commerçants se demandent concrètement où va ce tribut qui leur est exigé sans même la délivrance du moindre reçu, d'autant plus que leurs conditions de travail se dégradent davantage.

MIKOLO MIKOLO  
Libreville/Gabon

**L**E prélèvement des taxes municipales dans les marchés spontanés (ou anarchiques) de Libreville ressemble, pour de nombreux commerçants, à une vaste escroquerie qui servirait uniquement à enrichir quelques individus.

Lundi dernier, sous la canicule, nos équipes décident de se rendre dans quelques sites des 1er, 6e et 4e arrondissements où opèrent, en majorité, des femmes. Toutes à l'unisson déplorent le fait d'exercer dans ces zones dépourvues de toutes commodités, notamment sanitaires. Et pourtant, pour disposer d'une place, chaque vendeur dépense journalièrement entre 300, 500 francs voire 1000 francs.

Pour l'occupation d'un bout de terre pour vendre du piment, de l'oseille, ou des tomates en vrac.

"Nous sommes ici depuis longtemps. Les agents municipaux, souvent présents de lundi au samedi à partir de 16 h 30, viennent

prendre chez chaque commerçante la somme de 500 francs. En retour, ils ne nous donnent aucun reçu. Nous ne savons pas la raison exacte. Par jour, ces agents gagnent énormément d'argent sur notre site", glisse Georgette, vendeuse de produits vivriers depuis 5 ans au rond-point des Charbonnages.

Amadou, spécialisé dans la vente de friperie, nuance, lui, les propos de sa collègue : " Les agents municipaux sont de moins en

"Que fait l'Hôtel de Ville avec notre argent ? Pourquoi ne pas nous construire un spacieux marché moderne afin que chaque commerçante y trouve son compte ?"



Photo : Mikolo Mikolo

**Ces commerçantes exerçant dans des conditions précaires déboursent de l'argent, sans reçu en retour pour occuper les trottoirs.**

moins présents sur les lieux ces derniers temps, après le dernier coup de gueule de la hiérarchie municipale qui a suspendu les contrôles. Avant cette décision, chacun de nous a toujours payé 500 francs".

Pierrette, Gabonaise d'environ 30 ans, expose ses atangas, ananas, citron, etc. au marché de Nzeng-Ayong, sur un étal fait de bric et de broc, aux abords de la chaussée. "Il y a juste une semaine que les agents municipaux ont cessé de venir prélever les taxes. Mais bien avant, chaque commerçante ici déboursait, tous les jours, la somme de 500 francs pour la taxe municipale (...) Que fait l'Hôtel de Ville avec notre argent ? Pourquoi ne pas nous construire un spacieux marché moderne afin que chaque commerçante y trouve son compte ?", interroge la jeune femme.

Le discours est quasiment le même au carrefour IAI, autre

espace occupé anarchiquement par les vendeurs de tous genres, et qui obstruent parfois la voie publique. "Regardez cet endroit où j'exerce depuis de nombreux mois. Je ne suis pas à l'abri des accidents en cas de défectuosité mécanique d'un véhicule. Mais je débourse, par jour, 500 francs", s'exaspère une sexagénaire.

À entendre tous ces témoignages, il est incontestable que les marchés spontanés sont des niches à sous ne bénéficiant que de trop peu de traçabilités, mais "alimentent" chaque jour les caisses de l'Hôtel de Ville. Pourquoi les autorités municipales n'initieraient-elles pas alors quelques investissements au profit de ces "poules aux œufs d'or" pour améliorer ne serait-ce que leur cadre de travail, tant il est clairement démontré ici que l'argent rentre bien quelque part ?

## De la nécessité de nouveaux investissements

MM  
Libreville/Gabon

**C**HAQUE jour que Dieu fait, les marchés anarchiques produisent, selon plusieurs sources, d'importants flux financiers prélevés par les agents municipaux. Sur ces lieux vivants et ambiants, dépourvus d'aménagement approprié, l'État, par le biais des municipalités, demeure malheureusement quelque peu amorphe dans la mise en place d'équipements de base : eau, électricité, sanitaires, sécurité des lieux,

etc. Les municipalités préférant se montrer plus actives dans la collecte des finances auprès des commerçants qui manquent de commodités.

Or, une bonne utilisation des ressources provenant de ces différents sites pourrait permettre d'investir dans la construction d'espaces de commercialisation décentes. D'autant que, reconnaît un spécialiste en la matière, "les marchés anarchiques jouent un rôle déterminant dans la dynamique du développement d'un village, d'un quartier, d'un arrondissement, etc."